

# LE JOURNAL

DEPUIS 1863

DU JURA

Mercredi 23 février 2022  
www.journaldujura.ch

No 45 CHF 3.80  
J.A. - CH-2501 Bienne 1

## Unia crie haro sur la clinique Hirslanden!



Peter Samuel Jaggi

**Injustice** Les femmes qui nettoient et désinfectent les salles d'opération de la clinique des Tilleuls à Bienne depuis des décennies ont vu leur contrat résilié avant Noël et remplacé par un nouveau, pour cause de sous-traitance. Le temps de travail reste le même, mais le salaire est inférieur de plusieurs centaines de francs. Une pratique courante dans la branche, argumente la clinique des Tilleuls. Hier, Unia a récolté des signatures pour défendre leurs droits. **page 3**



Les personnes concernées sont toutes des femmes d'une soixantaine d'années. Avec Unia, elles ont récolté hier des signatures pour un plan social devant la clinique des Tilleuls. PETER SAMUEL JAGGI

# «Nous nous sentons humiliées»

**BIENNE** Elles nettoient les salles d'opération de la clinique des Tilleuls depuis des décennies. A partir d'avril, leur salaire sera réduit de manière radicale. La clinique Hirslanden parle d'externalisation et estime n'avoir commis aucune erreur.

PAR HANNAH FREI TRADUCTION MARCEL GASSER

Elles sont huit, dans la soixantaine, et travaillent depuis 15, 20, voire 30 ans à la clinique biennoise des Tilleuls, où elles nettoient les salles d'opération. Aujourd'hui elles sont stupéfaites. «Nous nous sentons humiliées», déclare l'une d'entre elles, que nous avons rencontrée hier dans les locaux du syndicat Unia, à Bienne. Elles ont reçu leur lettre de licenciement un peu avant Noël, dans laquelle elles ont appris qu'un secteur du nettoyage serait externalisé et confié désormais à l'entreprise Vebege SA, et qu'il y aurait de nouveaux contrats. Mais les nouvelles conditions de travail y sont nettement moins favorables: pour un job à temps partiel de 90%, l'une de ces employées gagnera dès avril 900 francs de moins que jusqu'à présent, pour exactement le même travail. Même péjoration pour les autres: pour un travail en dessous de 100%, les baisses sont de 500, 600, voire 800 francs.

## Les Tilleuls, un second foyer

Cette diminution de salaire est perçue par ces femmes comme une dévalorisation de leur tra-

vail. «La clinique des Tilleuls, c'était mon foyer; c'est là que j'ai passé plus de la moitié de ma vie, et j'ai beaucoup donné pour elle. On nous laisse tout simplement tomber», déclare l'une de ces employées. Elles se sont donc adressées à l'antenne Bienne-Seeland/Soleure du syndicat Unia. Et hier celui-ci a organisé une marche qui s'est arrêtée devant la clinique. Les manifestants ont brandi force pancartes et récolté des signatures, réclamant de la clinique Hirslanden qu'elle s'assoie à la table des négociations avec les employées et les représentants d'Unia, afin d'élaborer un plan social. «Un minimum de conscience sociale ne générerait pas: cette façon de procéder est indigne», estime Alain Zahler, secrétaire général d'Unia.

## Economiser sur le dos des petits

«Du strict point de vue juridique, on ne peut rien reprocher à la clinique», poursuit Alain Zahler. Le motif du licenciement est en effet une restructuration, et le délai de trois mois a été respecté. «Mais l'entreprise économise sur le dos de ceux qui gagnent le moins, et cela en pleine pandémie»,

explique-t-il. Fin janvier, le syndicat a réclamé au nom des employées l'ouverture d'une négociation autour d'un plan social, que la clinique a refusée. Celle-ci a l'habitude d'externaliser son nettoyage, puisque 15 des 17 cliniques du groupe Hirslanden l'ont déjà fait.

“  
La clinique des Tilleuls, c'était mon foyer; c'est là que j'ai passé plus de la moitié de ma vie, et j'ai beaucoup donné pour elle. On nous laisse tout simplement tomber.”

UNE DES HUIT EMPLOYÉES DU NETTOYAGE

L'opération comporte deux mesures: d'une part organiser une solution de remplacement pour le personnel concerné (ici, en l'occurrence, auprès de l'entreprise Vebege), d'autre part dédommager le personnel avec un forfait de 400 francs par mois et par employé(e) du-

rant six mois. La clinique estime faire preuve «de beaucoup de bienveillance et de bonne volonté». Quatre employées de la blanchisserie, licenciées avec effet au 31 mars, n'ont pourtant bénéficié d'aucune solution de remplacement. A 61 ans et après 20 ans de service, l'une d'elles a d'ores et déjà pris rendez-vous au centre de placement. «Je ne compte pas retrouver un emploi si facilement», déclare-t-elle.

## Un véritable affront

Pour Alain Zahler, ces licenciements constituent un affront. Aucune des employées ne s'y attendait, ça a été un choc. Lors d'une séance d'information, on leur a assuré que le forfait de 400 francs leur serait versé durant une année. Mais, dans une lettre du 23 décembre, la clinique est revenue en arrière. Les huit employées avaient jusqu'à hier pour signer leur contrat. L'une d'elles s'est exécutée, mais les autres s'y refusent. Avec leur nouveau salaire, une fois les déductions d'usage effectuées, elles ne gagnent guère plus que ce qu'elles toucheraient du chômage. «Je peux m'estimer heureuse que mon mari travaille. Mais je suis déçue, car j'ai travaillé dur

pour ne devoir dépendre de personne», raconte l'une d'elles. «S'il s'agissait d'une baisse de 100 ou 200 francs, ça irait encore. Mais pas à ce taux-là».

## Pauses de protestation imaginables

Les huit femmes du nettoyage concernées par ces mesures travaillent essentiellement le soir, certaines très tard. Lorsque l'une d'elles tombe malade, elles la remplacent et ajoutent ainsi des heures à leur tournus. «Nous ne reculons pas devant le travail et nous sommes une équipe très soudée», poursuit-elle. Toucher l'argent du chômage si près de la retraite n'est une option pour aucune des employées. «Nous voulons travailler», s'exclament-elles en chœur. Mais elles craignent aussi la répression, notamment de se retrouver finalement sans contrat de travail, ce qui explique pourquoi elles ne souhaitent pas que leur nom ou leur photo apparaisse dans la presse. Elles placent désormais tout leur espoir dans la récolte de signatures effectuée par Unia. Si le groupe Hirslanden refuse toujours d'entrer en matière, Alain Zahler envisage d'autres dé-

marches, par exemple élargir la pétition ou mettre en place des pauses de protestation.

## Prise de position assez misérable

La prise de position de la clinique des Tilleuls est assez misérable: la directrice Stefanie Ruckstuhl explique en effet par écrit qu'une grande partie du personnel de nettoyage reste employée par la clinique, et que depuis début décembre «on a eu des échanges très suivis avec les huit personnes concernées». Elle se déclare très surprise par l'action menée hier par Unia, d'autant plus que la clinique «continue de s'entretenir par lettres avec le syndicat». Elle déplore qu'aucune solution pour la suite n'ait pu être trouvée pour les quatre blanchisseuses «malgré tous nos efforts». L'externalisation est une mesure courante dans la branche, et il n'y a rien d'exceptionnel à ce que la clinique se soit décidée à confier le linge de l'hôpital et les vêtements professionnels à des prestataires externes. Quant à l'action de protestation d'Unia, Stefanie Ruckstuhl refuse de dire si elle aura un quelconque effet.